



Enquête

Archives de la revue Enquête

3 | 1986

De l'université à la vie active

Chapitre IV

Les conditions de l'insertion



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/enquete/56>

DOI : 10.4000/enquete.56

ISSN : 1953-809X

Éditeur :

Cercom, Éditions Parenthèses

Édition imprimée

Date de publication : 2 janvier 1986

Référence électronique

« Les conditions de l'insertion », *Enquête* [En ligne], 3 | 1986, mis en ligne le 26 juin 2013, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/enquete/56> ; DOI : 10.4000/enquete.56

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Chapitre IV

Les conditions de l'insertion

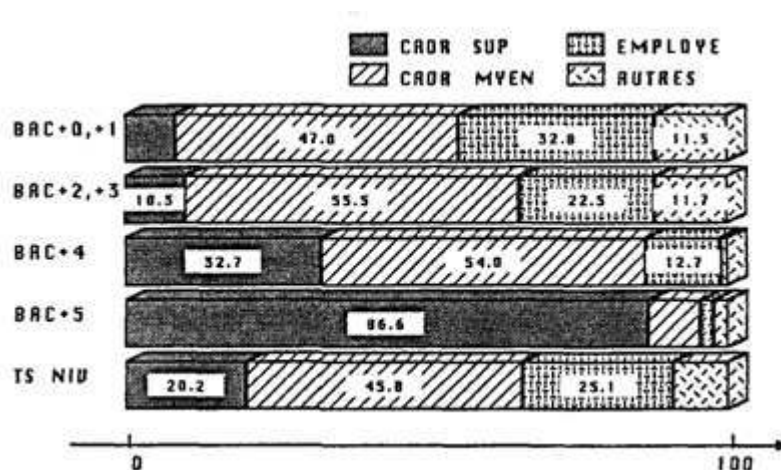
I. Le statut socioprofessionnel acquis

- 1 Tout travail empirique sur l'insertion sociale passe, à un moment ou à une autre, par l'utilisation de la nomenclature INSEE. Celle-ci a été élaborée au début des années 1950 et a introduit la notion de cadre dans la classification, là où n'existait auparavant qu'une taxinomie sommaire distinguant patrons, ouvriers et employés. La catégorie des « cadres » qui émerge dans les représentations sociales¹ en tant que groupe intermédiaire prend dans la nomenclature une extension considérable par rapport à sa signification au sein des entreprises. Les cadres moyens sont une catégorie extrêmement peu homogène où coexistent les instituteurs, les infirmières, les techniciens, les cadres B de la fonction publique, etc. Par ailleurs, depuis trente ans, cette catégorie des cadres moyens a bénéficié d'une croissance remarquable, qui est « peut-être en partie fictive, reflétant non seulement une évolution réelle mais aussi un gonflement des appellations prestigieuses au cours des dix ou vingt dernières années² ».
- 2 Thélot note justement que l'évolution quantitative d'un groupe social est à la fois cause et signe des modifications qualitatives : la croissance ou, inversement, le dépérissement d'un groupe social modifie *ipso facto* sa position dans l'espace social. De même, l'évolution de sa composition interne transmue la grille de lecture. Ainsi, en vingt ans, le groupe des techniciens a vu sa part augmenter de 20 % à 38 % au sein de la catégorie plus générale des cadres moyens. Ainsi, les métiers de l'enseignement se sont fortement féminisés, affaiblissant du même coup leur position dans l'espace social.
- 3 Ces quelques remarques sommaires n'ont pour objet que de rappeler les imperfections d'un instrument d'analyse qui demeure cependant essentiel sur tous les plans.
- 4 Il se trouve cependant que la plupart des emplois acquis par les étudiants à la sortie de l'université sont des emplois de cadres, cadres moyens en majorité lors des premiers flux de sortie, cadres supérieurs en plus grand nombre par la suite. Pour résumer grossièrement la situation, nous avons, pour 100 étudiants, 50 cadres moyens, 30 employés et 20 cadres supérieurs. L'image de l'université formant la future élite de la

nation est donc quelque peu ternie, bien que la plupart des étudiants continuent d'accorder aux titres universitaires une valeur qui ne leur est plus objectivement reconnue, par ce que Bourdieu appelle un effet d'hystérésis, mais c'est là une question que nous examinerons plus loin³.

- 5 La carrière d'un cadre moyen ne peut se confondre avec celle d'un cadre supérieur, mais, d'un autre côté, la frontière qui sépare les cadres moyens des ouvriers est encore plus nettement dessinée. Même lorsqu'ils sont cantonnés dans des tâches relativement subalternes, même lorsque leur fonction implique un certain travail manuel, les cadres moyens sont définis avant tout par une qualification intellectuelle complexe. C'est cette qualification intellectuelle complexe qui les met à l'abri de toute descente ou de tout retour dans le monde du travail manuel proprement dit.
- 6 Rappelons que les deux premiers flux de sortie sont composés uniquement d'étudiants ne possédant aucun diplôme supérieur au baccalauréat. Il suffit donc d'être bachelier et d'avoir un vernis universitaire pour se démarquer du monde du travail manuel et même dans une certaine mesure du monde des petits cols-blancs (employés). Il n'est pas évident qu'un bachelier n'ayant pas fait de passage, si bref soit-il, à l'université, soit dans la même position lors de son premier emploi. C'est sans doute une des fonctions informelles que joue l'université, permettant aux étudiants en transit de s'informer soit sur les formations extra-universitaires, soit sur les possibilités d'emploi, bénéficiant ainsi d'un temps d'insertion plus long et peut-être d'un emploi plus avantageux que ceux proposés aux simples bacheliers.
- 7 Sur l'ensemble des sept flux, les proportions globales ne changent guère, les cadres moyens constituent le statut le plus probable à l'entrée dans la vie active. Mais l'examen de la ventilation des statuts acquis par niveau de diplôme ne peut laisser planer de doute : l'acquisition des statuts supérieurs (cadres supérieurs, professions libérales, gros patrons) est étroitement liée à la possession d'un diplôme.

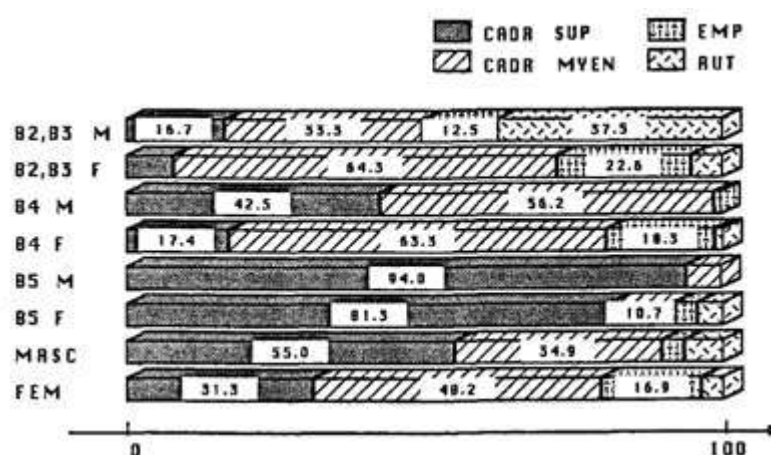
Statut socioprofessionnel acquis selon le diplôme
(sept flux réunis)



- 8 L'écart entre les étudiants titulaires d'une maîtrise et ceux ne possédant qu'une licence ou un DEUG est déjà fort significatif. Un tiers des premiers cités sont d'emblée assimilés à des cadres supérieurs alors que seulement 10 % des seconds sont dans ce cas. Corrélativement la proportion de statuts d'employés s'amointrit de moitié.

- 9 La proportion de 86,6 % de cadres supérieurs parmi les titulaires d'un niveau d'études équivalent à bac + 5 peut paraître considérable par rapport aux 32,7 % du niveau bac + 4. Une année supplémentaire d'étude justifie-t-elle un tel écart, voire un tel basculement ? Non, si par bac + 5 on entend se limiter aux diplômes universitaires stricto sensu (DEA ou DESS par exemple). Mais, nous avons volontairement inclus dans cette catégorie les étudiants qui ont réussi un concours *situé dans le prolongement direct* des études comme le CAPES, l'agrégation, ou pour les juristes le CAPA (Certificat d'aptitude à la profession d'avocat). Pourquoi un tel parti pris ? Essentiellement pour montrer que l'accession aux statuts les plus élevés s'établit selon un mode spécifique à l'université, c'est-à-dire par la voie des concours post-universitaires. À l'opposé de ce qui se passe dans le cas des grandes écoles, la tâche la plus ardue reste à accomplir, une fois le cursus universitaire achevé.

A. Statut acquis, sexe et diplôme



- 10 L'accession aux statuts les plus élevés est donc conditionnée par la possession d'un diplôme, élevé de préférence. Mais nous devons constater que les femmes sont infériorisées par rapport à leurs homologues masculins. Sur l'ensemble des flux, elles ne sont que 13 % à entrer dans la catégorie la plus élevée, soit plus de deux fois moins que les hommes. À chaque flux de sortie, les femmes sont cantonnées plus fréquemment dans des fonctions subalternes. Sur l'ensemble des quatre premiers flux, elles deviennent majoritairement, tout comme les hommes, des cadres moyens. De plus, la catégorie « employés » pourrait sans peine être intitulée « employées » car, sur l'ensemble des sept flux, les femmes représentent les trois quarts des effectifs de cette catégorie.
- 11 À diplôme égal, la discrimination joue toujours à l'encontre des femmes, davantage maintenues dans les catégories défavorisées (employés) au détriment de leur emprise au sein des catégories les plus privilégiées. Malgré tout, les femmes ont, tout autant que les hommes, intérêt à poursuivre leurs études : du niveau bac + 2 au niveau bac + 5, le pourcentage des femmes de la catégorie « cadres supérieurs ou professions libérales » passe de 8,3 à 81,3 %.
- 12 Il semblerait que plus elles possèdent un diplôme de niveau élevé et moins leur intériorisation sur le marché du travail apparaisse nettement. Tenons-nous là un facteur de réduction des inégalités entre sexes ? Sans doute est-ce un peu prématuré que de

l'affirmer. La tendance que nous enregistrons serait riche de conséquence si elle se trouvait confirmée par d'autres enquêtes.

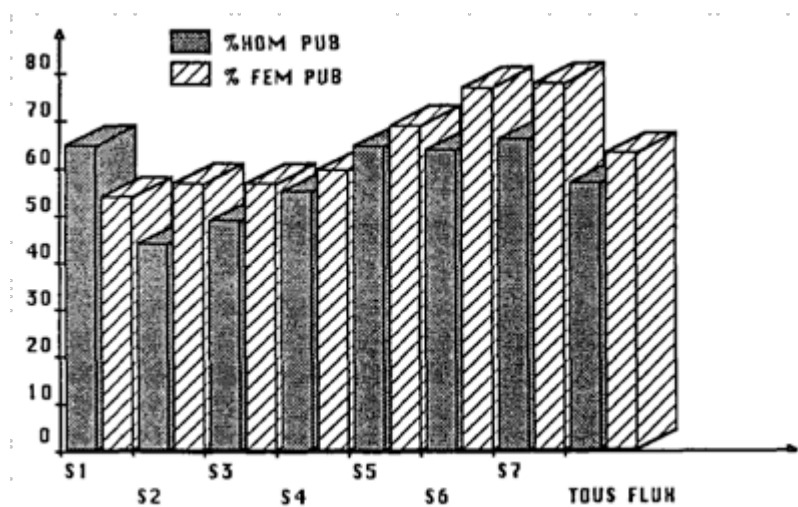
B. Le statut et la discipline

- 13 Nous examinerons la relation entre le statut acquis et la discipline au sein du chapitre consacré aux formes de la dévalorisation des études.

II. Le statut de l'employeur

- 14 Le rôle prédominant du secteur public ou para-public sur le marché du travail des anciens étudiants n'a plus à être démontré. Sur l'ensemble des étudiants de notre cohorte, 61,6 % d'entre eux relèvent d'un emploi public ou para-public. Cependant, ce chiffre global est sujet à variation, en fonction de divers critères, comme on peut le voir sur le graphe suivant.

Concentration des emplois dans le secteur public selon le sexe et selon le flux



- Les femmes se dirigent plus massivement que les hommes vers le secteur public. Sur l'ensemble des flux, elles sont 64 % dans ce cas. En cela, elles suivent, si l'on peut dire, une stratégie cohérente puisqu'elles sont à la fois mieux rétribuées dans le secteur public et moins infériorisées par rapport aux hommes qu'elles ne le sont dans le secteur privé. L'orientation massive des femmes vers les métiers de l'enseignement n'est sans doute pas étrangère à cette prédominance du secteur public dans les débouchés des étudiantes.
 - Si les femmes accordent leurs stratégies d'emplois à leurs chances objectives, il n'en va pas de même des hommes. Ces derniers, nous l'avons vu, sont sous-payés dans le secteur public par rapport au secteur privé, et cependant, tout comme les femmes, s'orientent majoritairement vers les carrières du secteur public (58 % pour 42 %).
 - Enfin, plus le flux de sortie comporte de diplômés, et plus leur niveau est élevé, plus grande est la proportion d'étudiants, tous sexes confondus, qui se dirigent vers le secteur public (cf. graphique *supra*).
- 15 Apparemment, tout se passe comme si le diplôme resserrait les liens entre l'université et le secteur public, comme si le diplôme procurait certes une qualification supérieure, mais

restreignait l'étendue, l'univers des possibles à la sortie. Cette restriction opérerait sur les hommes tout comme sur les femmes. Il ne faut pas voir là une aversion quelconque des étudiants envers le secteur privé. Cela résulte plutôt de l'état de la structure de la qualification de la population active. Si nous nous reportons à l'enquête emploi de l'INSEE de 1972⁴, nous découvrons que les salariés du secteur public représentent, à cette époque, 19,5 % de l'ensemble des salariés, mais totalisent 42,7 % du total des diplômés d'un niveau supérieur au baccalauréat (35 % pour les hommes et 56 % pour les femmes). On voit de même que parmi les salariés du secteur public 13,9 % d'entre eux sont titulaires d'un diplôme de niveau I, II ou III (c'est-à-dire supérieur au baccalauréat) alors que les salariés du secteur privé ne sont que 4,5 % dans ce cas.

Répartition de la population active ayant un emploi selon le diplôme le plus élevé obtenu en mars 1972

	VI	V	IV	III II I	
	Aucun diplôme ou CEP.	CAP ou BEPC.	Bac. ou Brevet Tech.	Diplôme Sup. au Bac.	Ensemble
Salariés du Secteur Public.	12,7	23,2	38,6	42,7	19,5
Salariés du Secteur Privé.	62,0	62,6	48,8	41,5	59,7
Non Salariés.	25,3	14,2	12,6	15,8	20,8
Total.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Emploi INSEE 72 - tableau FORM. 21.

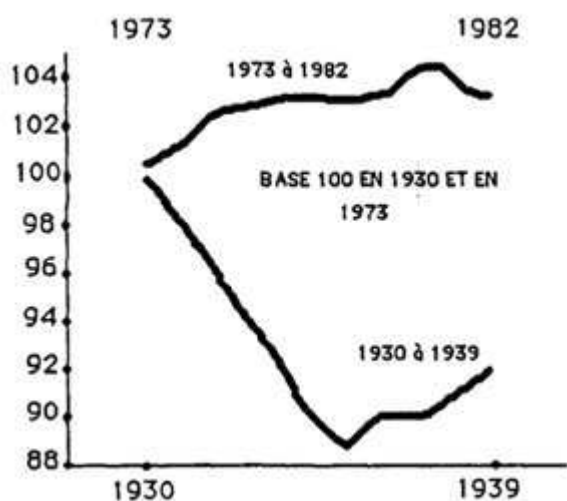
- 16 Ainsi, dans la population active, la part du secteur public, très minoritaire dans l'ensemble, est cependant très inégale selon le niveau de diplôme des salariés. Débouché marginal pour les personnes peu ou pas diplômées, le secteur public est prépondérant pour celles titulaires d'un diplôme supérieur au baccalauréat, dépassant le secteur privé. Ce phénomène s'accroît pour les femmes, le secteur privé n'accueillant que 33 % d'entre elles, contre 58 %, rappelons-le, pour le secteur public.
- 17 Dès lors, la forte liaison entre l'université et le secteur public peut s'expliquer en partie par la structure des qualifications et des classifications en vigueur au sein de chaque secteur. Mais il faut aussi ancrer historiquement notre analyse, en tenant compte du fait que c'est essentiellement l'ouverture du secteur public des années 1960 qui a permis aux nouvelles générations d'étudiants de s'insérer sur un marché du travail qui leur est spécifique. Cela vaut tout particulièrement dans l'enseignement, où la vague démographique conjuguée à l'accroissement de la demande d'éducation ont engendré une pénurie d'enseignants. Boltanski note qu'à la même période,
- « ...l'administration souffre d'une grave crise de recrutement, dont témoigne la pénurie des candidatures aux concours externes : ainsi par exemple, deux cinquièmes seulement des postes offerts en 1960, à l'Inspection des impôts, sont pourvus, car, au concours externe, il n'y a même pas un candidat pour deux postes (400 places offertes pour 162 candidats, dont 125 ont été admis)⁵. »

- 18 Le renversement complet de la tendance au début des années 1970 n'en a été que plus brutal. Mais tout se passe comme si les étudiants avaient continué de frapper aux portes du secteur public, en acceptant bien souvent la précarisation de leur emploi (maîtres auxiliaires, contractuels, etc.), voire une déqualification⁶.
- 19 Pourquoi ont-ils préféré élever la pression sur le secteur public, plutôt que de se réorienter vers le secteur privé, vers les entreprises ? Essentiellement parce que le secteur privé était et est demeuré fermé aux étudiants en provenance de l'université. C'est l'analyse que fait Boltanski : le marché du travail bourgeois est dominé par l'opposition entre les universités et les grandes écoles. Cette double opposition est elle-même redoublée d'une opposition idéologique :
- « Les étudiants s'opposent aux élèves des écoles d'ingénieur et surtout des écoles de commerce, comme la "gauche" s'oppose à la "droite", les taxinomies politiques redoublant les oppositions entre les universités et les écoles, et indissociablement, entre les fractions de la petite et moyenne bourgeoisie liées au secteur public (enseignants, fonctionnaires administratifs, etc.) et traditionnellement marquées à "gauche", et les fractions liées au secteur privé (commerçants, petits patrons, etc.), traditionnellement marquée à "droite", dont les enfants sont particulièrement nombreux dans les écoles de commerce⁷. »
- 20 Le secteur privé ne recrute pas ses cadres à l'université et ne l'a jamais fait (« cadre » est pris ici dans son acception restreinte, tel qu'il émerge de la classification des conventions collectives et non au sens de l'INSEE). Il puise dans les écoles d'ingénieur ou de commerce qu'il contrôle partiellement ou totalement, s'assurant ainsi que les valeurs constitutives de son propre champ sont effectivement transmises aux futurs cadres, au sein même de ces écoles. Parmi ces valeurs figurent l'adhésion à l'idéologie du travail, du rendement, de la hiérarchie. Lorsque les élèves intègrent les entreprises, leur représentation du travail, qui s'est modelée au cours de leurs études, n'entre pas en contradiction avec celle dominante au sein des entreprises, et qui est de même essence.
- 21 En début de période, la tension sur le marché du travail des cadres était toute aussi vive que dans le champ administratif ou éducatif. Les années 1960 ont témoigné d'une restructuration intense dans la sphère des entreprises, et notamment d'une multiplication des postes de cadres. Mais, à l'inverse de ce qu'il s'est passé dans le secteur public, où l'on est passé d'une pénurie à une « surproduction » de diplômés, « la tension du marché demeure, dans le secteur privé, très favorable aux diplômés », pourvu qu'ils sortent des écoles petites ou grandes, celles-ci ayant maintenu une sélection très forte tout au long de la période considérée⁸. Les entreprises ne se sont alors pas rabattues sur les universités pour s'approvisionner en cadres, mais ont préféré continuer à faire appel au recrutement interne, formant eux-mêmes les « cadres maison », plus dépendants envers l'entreprise qui les ont formés qu'un diplômé, et donc plus dociles⁹.
- 22 Une telle analyse des rapports entre l'université et le secteur public et des causes de la persistance des flux intensifs reliant l'une à l'autre a des conséquences essentielles sur les objectifs que l'on peut raisonnablement assigner à l'université. Ainsi dans un tel contexte, la professionnalisation des filières universitaires paraît à tout le moins problématique. Cette professionnalisation existe déjà dans certaines filières. En période de crise économique, la professionnalisation constitue une tentative de réponse d'essence technocratique, qui, sous le couvert légitime de former les étudiants en fonction des besoins de l'appareil économique, se transforme inmanquablement en pratiques malthusiennes et sélectionnistes. Mais, indépendamment de cet aspect malthusien, la

professionnalisation des filières universitaires repose sur un postulat implicite, celui de l'unité et de la plasticité du marché du travail. Or, nous venons de le voir, le marché du travail qualifié ou « bourgeois » se définit constitutivement par l'opposition irréductible entre le secteur public et le secteur privé. On voit mal alors comment les filières professionnalisées pourront porter leurs fruits, c'est-à-dire assurer un débouché aux étudiants en correspondance avec leur qualification acquise, étant donné que les entreprises ont toujours ignoré les étudiants, non pas en raison de leur formation inadaptée, comme on a trop souvent voulu le faire croire, mais pour des raisons purement idéologiques. (La formation dispensée dans les grandes écoles scientifiques n'est pas nécessairement techniquement mieux adaptée aux emplois futurs des élèves, mais elle l'est certainement sur le plan idéologique.) Dans ces conditions, seul un contingentement sévère, nécessairement arbitraire, en l'absence d'une connaissance réelle des besoins, sera en mesure d'assurer le succès de ces filières, mais alors l'efficacité sociale endossée par la professionnalisation sera en réalité à mettre au crédit du malthusianisme.

III. L'accès à l'emploi

- 23 Depuis 1973, la crise économique s'est étendue à de nombreux secteurs de l'activité économique. Le secteur public, débouché principal, à la sortie de l'université, ne pouvant, comme le secteur privé, débaucher, a développé une double politique fondée sur un ralentissement du recrutement et sur un développement de l'auxiliariat, notamment dans l'enseignement. A. Charlot¹⁰ constate qu'entre 1968 et 1973 les taux d'admission aux concours de l'agrégation et du CAPES ont régulièrement baissé : passant de 16,3 % à 10,3 % pour l'agrégation et de 18,4 % à 10,9 % au concours normal du CAPES. Depuis 1973, la situation s'est encore dégradée, les postes mis au concours se réduisant d'année en année, comme une peau de chagrin.
- 24 Dans ces conditions, il faut s'attendre à une période de flottement assez longue entre la sortie des études et le premier emploi, ainsi qu'à une évolution négative d'un flux sur l'autre, non compensée par l'accroissement de la qualification des sortants. Ce n'est pourtant pas exactement le cas : du premier au dernier flux, parmi les étudiants qui étaient pourvus d'un emploi au moment de l'enquête, environ 60 % d'entre eux l'avaient trouvé en moins de trois mois. Ainsi le temps moyen d'insertion est relativement stable d'une année sur l'autre. S'il est difficile de mettre en évidence une relation positive entre le temps de recherche d'un emploi et le niveau de diplôme obtenu, on peut voir dans cette stabilité un effet indirect du niveau de diplôme, en ce sens que le temps nécessaire à l'insertion ne s'allonge pas, malgré un environnement économique allant en se dégradant.
- 25 Ce non-allongement du délai moyen d'insertion n'est paradoxal qu'en apparence. Nous touchons peut-être là à un des aspects les plus méconnus de la crise actuelle. Celle-ci est décrite dans la littérature politico-économique courante en termes d'aggravation du chômage et de récession. Ce sont là des réalités que nul ne songe à contester, mais elles masquent un fait essentiel : en France entre 1973 et 1980, l'expansion n'a connu qu'un ralentissement et le nombre total des emplois *a augmenté* entre ces deux dates de plus de 700 000. C'est, explique A. Sauvy¹¹, graphique à l'appui, une des différences capitales avec la grande dépression des années 1930, où le nombre des emplois diminuait d'année en année.



- 26 Si l'on fait exception des étudiants qui ont trouvé leur emploi par concours et qui sont plus nombreux au cours des derniers flux, on peut dire que les étudiants font preuve d'une grande stabilité dans les moyens employés pour l'obtention de leur emploi. Selon les flux, entre 30 et 40 % d'entre eux ne font confiance qu'à eux-mêmes ou à leurs relations, ce qui suppose évidemment qu'ils disposent d'un « capital social » suffisamment développé et trahit d'une certaine manière une influence de l'origine sociale, car nos résultats, faute d'effectifs suffisants, n'auraient pas été significatifs, mais nous pouvons nous appuyer sur l'enquête du CEREQ¹² qui met en évidence la corrélation entre l'origine sociale élevée et le recours à l'initiative individuelle (au sens large) dans la recherche d'un emploi. À l'inverse, les catégories plus modestes, ouvriers, agriculteurs, et dans une moindre mesure cadres moyens, ont, eux, plus fréquemment recours aux concours, qui apparaissent donc comme un moyen plus démocratique d'accession à l'emploi.
- 27 Cependant, l'enquête du CEREQ note qu'étant les plus nombreux à l'université, les enfants des couches privilégiées investissent aussi les concours de la fonction publique et qu'en raison de « la proximité culturelle des épreuves et du milieu social d'origine », leur réussite y est plus grande surtout si l'on considère les concours les plus prestigieux.
- 28 Comparativement à la voie de l'initiative individuelle, le recours aux organismes institutionnels de placement tels que l'Agence nationale pour l'emploi apparaît extrêmement faible. Cette dernière ne remplissait pas, dans l'esprit des étudiants, un rôle de placement, mais simplement d'enregistrement du chômage.

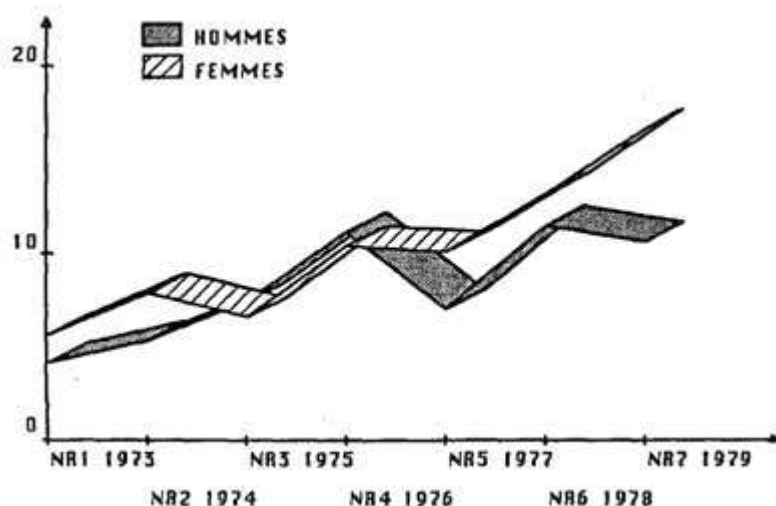
IV. Le chômage à la sortie des études universitaires

- 29 Nous avons établi un premier point : malgré le développement de la crise économique, les étudiants *insérés* lors des derniers flux de sortie n'ont pas éprouvé, en moyenne, plus de difficultés que leurs prédécesseurs. Ce faisant, nous n'avons levé là qu'un coin du voile. Tous les étudiants n'étaient pas insérés lors de la collecte de nos données. Certains étaient toujours à la recherche d'un emploi. Leur nombre avait-il augmenté au cours des ans ? Leur condition s'était-elle dégradée ? Avant de tenter de répondre à ces questions, il faut savoir que dès qu'on s'intéresse à la mesure du chômage des étudiants, on soulève des problèmes méthodologiques très délicats. Généralement, le taux de chômage s'obtient en

rapportant l'effectif de la population disponible à la recherche d'un emploi (PDRE) à l'effectif total de la population active, qu'elle soit munie d'un emploi ou à la recherche d'un emploi. La mesure de la PDRE est, telle quelle, sujette à controverses, sur toile de fond politique (cf. les débats sur la comptabilisation ou non des personnes en stages de formation). Mais si nous faisons abstraction de ces controverses, le taux de chômage ainsi mesuré peut être considéré comme donnant une image homogène de l'état du marché du travail à un moment donné. Toute la difficulté de la mesure du taux de chômage étudiant vient du fait que nous travaillons non pas sur un stock, mais sur un flux, c'est-à-dire qu'à un temps de l'observation, nous ne disposons que d'une partie de l'ensemble. Nous ignorons ce que deviennent au même moment les étudiants provenant d'un autre flux et essayant d'intégrer également le marché du travail. De plus, une large proportion d'étudiants n'est pas directement concernée par l'insertion à la vie active, étant toujours en formation lorsque nous les interrogeons, mais en revanche le sera ultérieurement, et sera alors confrontée à un état futur du marché du travail. Tout bien considéré, le choix des étudiants à la sortie de l'université ne se résumant pas à l'alternative simple, trouver un emploi ou s'inscrire au chômage, nous sommes parvenus après bien des hésitations à la conclusion suivante : « l'approximation la plus acceptable consiste à rapporter le nombre des étudiants chômeurs¹³ à la totalité des non-réinscrits de l'année considérée ».

taux de chômage = nombre de chômeurs d'un flux / nombre total de non-réinscrits d'un flux

- 30 Ce mode de calcul est approximatif en ce sens qu'il place sur un même pied les étudiants insérés ou qui tentent de le faire et ceux qui sont issus du même flux et qui ne sont pas concernés par une insertion immédiate, additionnant par là des populations hétérogènes. De plus, il ne prend pas en compte la concurrence des étudiants issus d'autres flux (extérieurs à notre enquête) et qui se retrouvent sur le marché du travail au même moment. Cela suppose donc que nous posons par hypothèse que les étudiants issus d'autres flux sont équivalents en nombre à ceux de nos étudiants qui échappent provisoirement au marché du travail pour poursuivre leur formation. Cette simplification est peut-être arbitraire, mais demeure la seule à notre portée.
- 31 Ainsi calculée, quelle est la proportion de chômeurs dans les sept flux de non-réinscrits ?



- 32 De l'an I à l'an VII, la proportion de chômeurs a été multipliée par trois, passant de 5 % au premier flux, à près de 15 % au dernier. De mars 1972 à mars 1979, le nombre de demandeurs d'emplois est passé de 450 000 à 1 500 000 (multiplié par 3,3). Notre cohorte

s'est donc conformée au modèle prévalant dans l'ensemble de la société, ce qui n'est pas un mauvais résultat, compte tenu du fait qu'elle est en situation de recherche d'un *premier* emploi, circonstance généralement aggravante par rapport au chômage consécutif à la perte d'un emploi.

- 33 Il serait intéressant de cerner la population des étudiants au chômage de plus près. Le graphique précédent témoigne de la part croissante que prennent les femmes dans la population à la recherche d'un emploi, sauf en 1975 et en 1976. En 1973, hommes et femmes chômaient dans des proportions sensiblement égales ; sept ans après, l'écart s'est creusé, la proportion d'hommes à la recherche d'un emploi a doublé alors qu'elle a triplé chez les femmes. Le groupe de chômeurs est au trois quarts composé de femmes, lors du septième flux de sortie.
- 34 Les chômeurs proviennent-ils plus spécialement d'une discipline particulière, sont-ils issus de couches sociales défavorisées, sont-ils moins diplômés que les autres étudiants du même flux ? Malheureusement nous ne pouvons répondre avec certitude, les croisements appropriés faisant apparaître des effectifs trop faibles. Tout au plus, pouvons-nous donner des tendances qui restent à être confirmées. Ainsi, il semblerait que les étudiants issus des lettres soient affectés plus que proportionnellement chaque année par le chômage – sauf pour la première année.

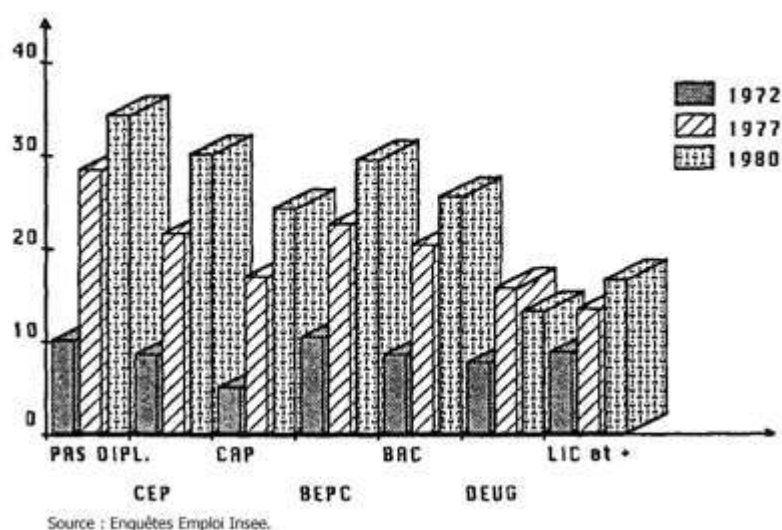
Pourcentage de chômeurs dans chaque flux et dans chaque UER

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7
Médecine	8.0	5.1	3.4	9.0	10.0	-	4.7
Droit	3.6	7.0	5.8	10.5	5.8	16.3	-
Sciences Eco.	3.3	5.0	-	9.0	9.8	9.0	-
Sciences	9.3	6.0	7.3	5.4	2.1	4.3	9.1
Lettres	2.9	9.3	9.0	13.7	13.3	15.2	19.2
Total	5.0	6.7	7.0	10.8	9.2	12.6	14.5

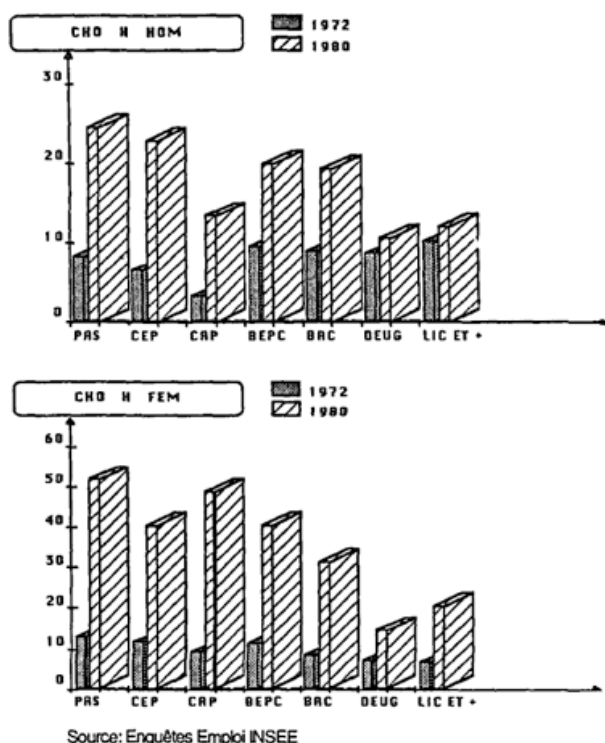
- 35 Il serait tout aussi instructif de connaître l'évolution de la durée moyenne du chômage, mais cela n'est matériellement pas possible, étant donné la méthodologie de l'enquête : il se peut fort bien que le chômage se prolonge bien après le recueil des questionnaires, créant ainsi des situations désespérées dont nous ignorons tout.
- 36 En résumé, il n'est pas possible de nier que le chômage touche les étudiants, qu'ils soient diplômés ou non. Les étudiants sont des jeunes, et à ce titre, leur insertion sociale est particulièrement difficile dans le contexte actuel. C'est le manque d'expérience des étudiants comme de l'ensemble des autres jeunes qui est un handicap, et non la possession d'un diplôme. Il faut tout de même se rappeler que c'est le marché du travail qui crée les conditions propres au développement du chômage des jeunes et non l'institution universitaire.
- 37 Parvenus à ce stade de l'analyse, il nous paraît utile de prendre un peu de recul par rapport à notre cohorte et de comparer la situation des diplômés à celles des autres jeunes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, soit avec des diplômes correspondant aux différents niveaux de l'enseignement, soit sans aucun diplôme. Pour cela, nous avons utilisé les données des enquêtes emploi de l'INSEE, publiées chaque année. Toutefois, certains croisements ne sont disponibles qu'à l'état de microfiches et connaissent donc une diffusion restreinte. Les quelques graphiques suivants sont

construits à partir de cette dernière source¹⁴. Ils concernent les jeunes, âgés de moins de 25 ans, entrant dans la vie active entre deux enquêtes (de mars à mars), c'est-à-dire qui sont actifs au moment de l'enquête après avoir été inactifs un an auparavant (élèves, étudiants, militaires du contingent). Par actifs, on entend toujours ayant ou recherchant un emploi.

Taux de chômage affectant les jeunes entrés chaque année sur le marché du travail entre deux enquêtes (mars à mars) par niveau de diplôme



- 38 Le graphe parle de lui-même : en 1980, les jeunes sont touchés différemment selon leur niveau de diplôme : plus le diplôme est élevé et moins le poids du chômage se fait sentir. Ce n'était pas le cas en 1972, dernière année avant la crise. À cette époque, le chômage touchait quasi uniformément tous les jeunes, quel que soit leur niveau de formation. Il ne s'agissait que d'un phénomène de frottement dû au fait que les nouveaux arrivants n'étaient pas instantanément « solubles » dans le système économique. La crise survenant, le diplôme d'enseignement supérieur est devenu un atout décisif, offrant la meilleure protection possible contre le chômage. Certes la protection n'est pas totale, elle n'est que relative, mais le fossé s'est creusé entre les jeunes sans diplôme et ceux, privilégiés, qui ont pu en obtenir un.
- 39 Si nous affinons l'analyse, en faisant apparaître la variable du sexe, que constatons-nous ?



40 Ce sont les femmes qui reçoivent l'essentiel du choc de la crise. En 1972, les jeunes des deux sexes ne se différenciaient guère à leur entrée sur le marché du travail : ils rencontraient, lors de leur insertion, des difficultés à peu près équivalentes (sauf en ce qui concerne les titulaires du CAP, nettement désavantagés dans le cas des femmes – mais l'intitulé CAP, derrière une unité classificatoire apparente, constitue un artefact qui dissimule des réalités très diverses et très hiérarchisées, notamment selon le taux de pénétration des femmes dans chaque type de CAP). Peu à peu un fossé s'est constitué, puis élargi jusqu'à ce qu'en 1980, les femmes de moins de 25 ans subissent un taux de chômage en moyenne deux fois plus élevé que celui des hommes de même catégorie d'âge. La ventilation par niveau de diplôme apporte plusieurs enseignements :

- quel que soit le niveau considéré, les femmes sont approximativement deux fois plus atteintes que les hommes (en 1980).
- la situation des femmes (ainsi que celle des hommes) se dégrade au fur et à mesure que l'on descend l'échelle des diplômes : une jeune femme sans diplôme sur deux est à la recherche d'un emploi (taux de chômage : 50 %), ce qui contraste avec celles d'entre elles, titulaires d'une licence ou de tout autre diplôme d'un niveau égal ou supérieur, et qui ont pu s'insérer dans huit cas sur dix (taux de chômage : 20 %).
- les hommes de moins de 25 ans, titulaires d'une licence ne sont pratiquement pas touchés par la crise, leur taux de chômage manifeste une grande stabilité depuis 1972 (10,3 % en 1972 ; 12,1 % en 1980).

41 Tout se passe donc comme si, en temps de crise, la société avait recours, pour surmonter ses difficultés, à la relégation de ses éléments les plus faibles, en l'occurrence les femmes et les non-qualifiés. Les véritables inadaptés sont ces derniers et non les étudiants, protégés par leurs études. Certes, lorsqu'il s'agit d'étudiantes, la protection conférée par les études se révèle moins efficace, mais elle joue cependant.

- 42 Dès lors, on peut se demander s'il ne convient pas de prendre le contre-pied de la thèse de R. Leduc¹⁵ selon laquelle la sélectivité du chômage s'atténue lorsque une crise économique survient. En période de prospérité, selon Leduc, certaines populations sont plus touchées par le chômage que d'autres : les femmes plus que les hommes, les salariés non qualifiés plus que les salariés qualifiés, les travailleurs situés aux deux extrêmes de la vie active, c'est-à-dire les jeunes et les vieux plus que ceux « dans la force de l'âge », etc. Lorsque survient une récession ou une crise, le chômage touche indistinctement toutes les populations, la crise ayant un effet d'uniformisation.
- 43 Il nous semble au contraire que la crise accroît la sélectivité du chômage. Certes, l'ensemble de la population est affectée par la crise, mais certaines catégories sont « en première ligne », « au front » pour utiliser une métaphore militaire alors que d'autres sont « à l'arrière », beaucoup moins exposées. Parmi ces dernières figurent en bonne place les diplômés de l'enseignement supérieur.

NOTES

1. Sur ce point voir L. Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.
2. C. Thelot, *Tel père, tel fils ?*, Paris, Dunod, 1982, p. 22.
3. Cet effet d'hystérésis prend le plus souvent un aspect paradoxalement négatif, exprimé sous la forme « les diplômés ne servent à rien », manifestant par là beaucoup plus une déception de l'absence de reconnaissance de leurs mérites que l'inutilité des diplômés.
4. Collection D, 33-34, juin 1974, tableau FORM 21, p. 248 et sq.
5. L. Boltanski, *Les cadres...*, p. 338.
6. C. Baudelot et alii (*Les étudiants, l'emploi, la crise*, Paris, Maspéro, 1981) développent la thèse suivante : le surdiplômé accepterait une déqualification initiale comme prix d'une stabilité de l'emploi et en rétablissant ultérieurement l'équilibre par la promotion interne. De notre point de vue, la déqualification des diplômés passe souvent par une précarisation de l'emploi et s'il est possible qu'une stratégie de promotion interne soit payante à terme, il faudrait s'en assurer, ce que nulle enquête n'a mis en évidence jusqu'à présent.
7. L. Boltanski, *Les cadres...*, p. 327.
8. Du début des années 1960 à la fin des années 1980, les effectifs universitaires sont passés de 200 000 à plus de 800 000, alors que les écoles d'ingénieurs voyaient leurs effectifs croître de 23 000 à 36 000. Boltanski note qu'au sein même de ces écoles « les effectifs ont d'autant moins augmenté qu'elles occupaient un niveau plus élevé dans la hiérarchie ».
9. Il n'existe pas de statistique très précise sur les cadres autodidactes en raison du flou qui entoure ce terme. Néanmoins, on peut estimer qu'ils représentent entre 30 et 70 % de l'ensemble des cadres, selon la définition que l'on utilise.
10. A. Charlot, *Les universités et le marché du travail*, Paris, Documentation française, 1977, p. 148.
11. A. Sauvy, « Les deux crises et l'emploi », *L'Expansion*, 21.4.1983.
12. A. Charlot, *Les universités...*, p. 123.
13. Nous entendons le terme « chômeur » dans son acception la plus large, c'est-à-dire qu'il englobe les étudiants inscrits à l'ANPE ainsi que ceux qui ne le sont pas mais qui déclarent être à la recherche d'un emploi.

14. Enquêtes emploi mars 1972, 1977, 1978, 1979, 1980, Tableaux F. 5010, F. 5030, F. 5050.
15. R. Ledrut, *Sociologie du chômage*, Paris, PUF, 1966.